

Les Ministres qui ont l'agrément des maisons de repos, maisons de repos et de soins et centres de soins de jour dans leurs attributions informent sans délai le Ministre fédéral des Affaires sociales et de la Santé publique de chaque décision d'octroi d'agrément de lits de maison de repos, de maison de repos et de soins et de centres de soins de jour.

Le présent avenant entre en vigueur le jour de sa signature.

Ainsi conclu à Bruxelles, le 13 juin 2005.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Voor de Vlaamse Regering :

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
I. VERVOTTE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus,  
B. GENTGES

Pour le Gouvernement Wallon :

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme C. VIENNE

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège, chargé de la Santé,

B. CEREXHE

Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège Réuni, chargé de la Santé,  
B. CEREXHE

Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège réuni, chargée de l'Aide aux Personnes,

Mme E. HUYPHROECK

De Ministers tot wier bevoegdheid de erkenning van de rusthuizen, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra behoort, dienen de federale Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid onverwijld op de hoogte te brengen van elke beslissing waarbij een erkenning wordt verleend voor rust- en verzorgingstehuisbedden en dagverzorgingscentra.

Dit aanhangsel treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Aldus overeengekomen te Brussel, op 13 juni 2005.

Voor de Federale Regering :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale, de la Famille et des Sports,

E. KIR

Voor het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor Gezondheid,  
G. VANHENGEL

Voor het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2005 — 3101

[2005/22887]

**13 JUIN 2005. — Protocole 2 du 1<sup>er</sup> janvier 2003, conclu entre l'Autorité fédérale et les Autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de santé à mener à l'égard des personnes âgées, et portant sur les prix qui sont appliqués en institutions d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées**

Vu les compétences respectives de l'Etat fédéral et des autorités visées par les articles 128 à 147 de la Constitution ci-après dénommées Communautés/Régions pour ce qui concerne la fixation et l'adaptation des prix de journée en institutions d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées;

Considérant que les compétences relatives aux prix de journée sont réparties entre les différents niveaux de pouvoir;

Considérant le Protocole n° 2, conclu entre le Gouvernement fédéral et les Communautés/Régions, concernant la politique de santé à mener à l'égard des personnes âgées et plus particulièrement le point 9;

Considérant que le résident d'une institution d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées doit pouvoir être informé le mieux possible sur le montant et la composition du prix de journée, du type et du prix des suppléments et autres frais qui peuvent être facturés en plus du prix de journée et de la facture finale à laquelle il doit s'attendre;

Considérant que le résident doit pouvoir faire le mieux possible la comparaison entre les services offerts par les différentes institutions, également sur les prix pratiqués;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

N. 2005 — 3101

[2005/22887]

**13 JUNI 2005. — Protocol 2 gesloten op 1 januari 2003 tussen de Federale Overheid en de Overheden bedoeld in artikelen 128, 130 en 135 en 138 van de Grondwet, betreffende het te voeren ouderenzorgbeleid, inzake de prijzen die toegepast worden in de instellingen voor opvang of huisvesting van bejaarden**

Gelet op de respectievelijke bevoegdheden van de Federale Staat en van de overheden bedoeld in de artikelen 128 tot 147 van de Grondwet, hierna genoemd de Gemeenschappen/Gewesten, met betrekking tot de bepaling en aanpassing van de prijzen in de instellingen voor de opvang of de huisvesting van ouderen;

Overwegende dat de bevoegdheden inzake de dagprijzen verspreid zijn over verschillende bevoegdheidsniveaus;

Overwegende het Protocol 2, gesloten tussen de Federale Regering en de Gemeenschappen/Gewesten, betreffende het ouderenzorgbeleid en meer bepaald punt 9;

Overwegende dat de bewoner van een instelling voor de opvang of de huisvesting van ouderen zo goed mogelijk moet geïnformeerd zijn over de hoogte en samenstelling van de dagprijs, van de aard en de prijs van de supplementen en andere kosten die kunnen aangerekend worden bovenop de dagprijs, en van de te verwachten eindfactuur;

Overwegende dat de bewoner zo goed mogelijk in staat moet zijn om een juiste vergelijking te maken tussen de verschillende instellingen, ook op het vlak van de prijzen;

Considérant que la transparence et la comparaison est rendue plus difficile par le fait que les éléments du prix de journée peuvent varier d'une institution à l'autre, selon que l'institution facture beaucoup ou peu de suppléments ou autres frais;

Considérant qu'une meilleure transparence sur les prix pratiqués permettra de mieux évaluer l'évolution des prix;

Considérant qu'il ne peut y avoir le chevauchement des financements entre d'une part les flux financiers des différentes autorités qui interviennent respectivement en fonction de leurs compétences, et d'autre part, le prix de journée payé par le résident, afin d'exclure un double financement d'un même coût;

Considérant que la composition du prix de journée tombe sous la compétence des Communautés/Régions.

Il est convenu ce qui suit :

## 1. Définitions

On entend par « prix de journée » : le prix par jour qui doit être payé par le résident ou l'utilisateur, solidarisé d'un ensemble de frais considérés comme faisant partie des tâches normales des établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées.

On entend par « suppléments » : tous les frais relatifs à un produit ou service fourni par l'institution, qui peuvent être facturés par celle-ci, en plus du prix de journée maximum autorisé et pour lesquels l'institution détermine elle-même un tarif spécifique ou une marge ou pour lesquels un tarif est fixé par un prestataire de services ou de soins ou par un fournisseur externe et dont les justifications peuvent être apportées par l'institution sur base d'une facture établie par le prestataire de services ou de soins ou par le fournisseur.

On entend par « avances en faveur de tiers » : toute dépense effectuée par l'institution au nom du résident et remboursé pour son montant exact par le résident même. La dépense effectuée au nom du résident doit être justifiée à l'aide d'un document justificatif ou d'une facture établie à son nom.

Au cas où l'institution choisit d'offrir elle-même des services et produits supplémentaires, il s'agit alors d'une option de gestion de l'institution. Chaque résident peut faire usage de cette offre.

Si l'institution engage du personnel salarié pour organiser un service, ce coût est compris dans les charges salariales globales de l'institution et ne peut faire l'objet d'une facturation distincte.

Par contre, si l'institution ne souhaite pas organiser ce service, alors le service peut être organisé par des services externes ou indépendants et peut faire l'objet d'une facturation.

L'offre de produits ou services supplémentaires ne peut avoir lieu que pour autant que le résident le souhaite lui-même et ne peut donc être imposée.

## 2. Objectifs poursuivis.

Les Communautés/Régions, en fonction des compétences qu'elles détiennent, s'engagent dans un délai de deux ans à dater de la signature du présent avenant, à prendre ou à adapter les dispositions légales et réglementaires permettant de garantir la plus grande transparence dans les prix de journée et la facture finale afin de permettre au résident et à sa famille d'avoir une information suffisante afin de pouvoir établir une comparaison fiable de l'offre faite par les différentes institutions.

Le délai de deux ans susmentionné peut être prolongé moyennant l'accord des parties au présent protocole.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique s'engage à adapter à l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maisons de repos et de soins ou comme centres de soins de jour conformément aux dispositions prises dans le présent avenant afin d'éviter toute contradiction avec les législations des Communautés et Régions.

Les parties concernées au présent avenant prennent les mesures nécessaires pour :

- limiter le plus possible la facturation de frais en plus du prix de journée, soit en établissant une liste des suppléments ou avances en faveur de tiers autorisés et/ou une liste des éléments qui doivent être compris dans le prix de journée, soit en fixant des principes généraux relatifs à la composition des prix de journée et des suppléments et/ou avances en faveur de tiers autorisés dans sa réglementation propre;

Overwegende dat die transparantie en het maken van de vergelijking bemoedlijkt wordt doordat de elementen van de dagprijs kunnen verschillen van instelling tot instelling en naargelang de instelling veel of weinig supplementen en andere kosten aanrekenen;

Overwegende dat een betere transparantie in de toegepaste prijzen een betere evaluatie van de evolutie van de prijzen zal toelaten;

Overwegende dat er geen overlappingsen mogen zijn in de financiering tussen enerzijds de financiële stromen van de verschillende overheden die respectievelijk in functie van hun bevoegdheden tussenkomen en anderzijds de door de bewoner betaalde tussenkomsten waardoor een dubbele financiering van dezelfde kost wordt uitgesloten;

Overwegende dat de samenstelling van de dagprijs behoort tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen/Gewesten.

Wordt overeengekomen wat volgt :

## 1. Definities

Onder « dagprijs » wordt verstaan : de prijs per dag die moet betaald worden door de bewoner of de gebruiker en die een geheel van kosten solidariseert die beschouwd worden als deelsluitmakend van de normale taken van de instellingen voor de opvang of huisvesting van de ouderen.

Onder « supplement » wordt verstaan : elke kost die bovenop de maximum toegelaten dagprijs door de instelling wordt aangerekend voor een product of voor een dienst en geleverd door de instelling en waarvoor de instelling zelf een specifieke tarief of een marge bepaalt of waarvoor het tarief bepaald wordt door een externe dienst- of zorgverlener of leverancier en waarvan de instelling de verantwoordelijkheid kan verstrekken aan de hand van een factuur van de dienstverlener of zorgverlener en leverancier.

Onder « voorschotten ten gunste van derden » wordt verstaan : elke uitgave betaald door de instelling op naam van de bewoner en terugbetaald voor het juiste bedrag door de bewoner zelf. De uitgave gedaan op naam van de bewoner moet gerechtvaardigd worden door een verantwoordingsdocument of een factuur opgemaakt op zijn naam.

Indien de instelling ervoor kiest om bepaalde diensten of producten zelf aan te bieden dan is dit een beleidskeuze van de instelling. Elke bewoner kan van dit aanbod gebruik maken.

Indien de instelling iemand in loondienst neemt voor een bepaalde dienst, zit deze kost vervat in de totale loonkost van de instelling en mag deze niet afzonderlijk aangerekend worden.

Indien daarentegen de instelling een dienst niet zelf wenst te organiseren, dan kan de dienst georganiseerd worden door externen of op zelfstandige basis en mag deze dienst gefactureerd worden.

Het aanbieden van bijkomende producten of diensten kan alleen maar gebeuren in zover de bewoner het zelf ook wenst en mag dus niet opgelegd worden.

## 2. Doelstellingen

De Gemeenschappen/Gewesten verbinden er zich toe om, binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van de ondertekening van het huidige aanhangsel, de nodige wettelijke en reglementaire bepalingen te nemen of aan te passen om de dagprijzen en de te verwachten eindfactuur zo transparant mogelijk te maken. Zo zullen de bewoner en zijn familie in staat zijn om met voldoende informatie een vergelijking te kunnen maken van het aanbod van de verschillende instellingen.

De hierbovenvermelde termijn van twee jaar kan verlengd worden mits het akkoord van de betrokken partijen.

De Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid verbindt er zich toe het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingshuis of als centrum voor dagverzorging aan te passen in overeenstemming met de in dit aanhangsel overeengekomen bepalingen teneinde tegenspraak in normeringen van de Gemeenschappen en Gewesten te vermijden.

De betrokken partijen aan het aanhangsel nemen de nodige maatregelen om :

- het aanrekenen van kosten bovenop de dagprijs zoveel mogelijk te beperken, hetzij door het opstellen van een lijst van toegelaten supplementen en voorschotten ten gunste van derden en/of van de lijst van de elementen die in de dagprijs moeten inbegrepen zijn; hetzij door algemene principes betreffende de samenstelling van de dagprijzen en van de supplementen en/of de voorschotten ten gunste van derden vast te leggen in de eigen regelgeving;

- interdire la facturation de produits ou services qui font partie du paquet normal des soins financés par l'INAMI.

Les Communautés/Région se réfèrent à la liste reprise en annexe établi en concertation avec les autorités compétentes et le secteur.

La convention conclue avec le résident doit mentionner clairement les éléments qui sont couverts par le prix de journée ainsi que les frais qui peuvent être facturés soit comme suppléments soit comme avances en faveur de tiers en plus du prix de journée. Les résidents doivent, en outre, être informés de toute modification relative à ces éléments et frais.

La partie de la convention relative aux éléments constitutifs du prix de journée ne peut être modifiée que dans le respect des dispositions législatives prises par les Communautés et Régions.

Les résidents doivent être informés du prix de journée, du prix des frais facturés en plus du prix de journée et de toute modification de ces prix.

La convention doit également définir clairement toutes les ristournes accordées sur le prix de journée qui découlent soit du statut du résident soit d'une absence du résident de l'institution.

Le Ministre fédéral de l'Economie, s'engage à ne pas fixer de prix pour des frais qui ne peuvent être facturés en tant que suppléments ou avances en faveur de tiers autorisé selon la réglementation des Communautés/Régions.

Le Ministre fédéral de l'Economie prend, dans un délai de 2 ans, les dispositions réglementaires permettant de simplifier la procédure administrative de demande de hausse de prix, lorsque celle-ci se limite à une adaptation du pouvoir d'achat sur une période à déterminer.

Le Gouvernement fédéral et les Communautés/Régions s'engagent conjointement à s'informer sur l'évolution des mesures prises dans le cadre de la CIM Santé publique.

Le présent avenant entre en vigueur le jour de sa signature.

Ainsi conclu à Bruxelles, le 13 juin 2005.

Pour le Gouvernement Fédéral :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Voor de Vlaamse Regering :

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
I. VERVOTTE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus,  
B. GENTGES

Pour le Gouvernement wallon :

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme Ch. VIENNE

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège, chargé de la Santé,  
B. CEREXHE

Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale, de la Famille et des Sports,  
E. KIR

Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège réuni, chargé de la Santé,  
B. CEREXHE

Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale :

La Membre du Collège réuni,  
chargée de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTHEBROEK

- geen facturatie toe staan voor producten of diensten, die behoren tot het normale pakket van zorgverlening, gefinancierd door het RIZIV.

De Gemeenschappen/Gewesten baseren zich op de lijst opgenomen in bijlage en opgesteld in overleg met de bevoegde overheden en de sector.

De overeenkomst die afgesloten wordt met de bewoner moet duidelijk vermelden welke elementen gedekt worden door de dagprijs, en welke kosten kunnen aangerekend worden hetzij als supplementen hetzij als voorschotten ten gunste van derden bovenop de dagprijs. De bewoners moeten bovendien geïnformeerd worden over elke wijziging betreffende deze elementen en kosten.

Het deel van overeenkomst betreffende de samenstellende elementen van de dagprijs kan slechts gewijzigd worden mits naleving van de wettelijke bepalingen genomen door de Gemeenschappen en Gewesten.

De bewoners moeten geïnformeerd worden over de dagprijs, de prijs van de kosten die bovenop de dagprijs aangerekend worden en van elke wijzigingen van die prijzen.

De overeenkomst moet ook alle kortingen op de dagprijs duidelijk omschrijven die het gevolg zijn van hetzij het statuut van de bewoner hetzij van een afwezigheid van de bewoner in de instelling.

De Federale Minister van Economie, verbindt er lich toe, om geen prijzen toe te staan voor kosten die volgens de reglementering van de Gemeenschappen/Gewesten, niet als supplementen of voorschotten ten gunste van derden mogen aangerekend worden.

De Federale Minister van Economie neemt, binnen een termijn van 2 jaar, de reglementaire beschikkingen om de administratieve procedure van prijsverhogingaanvraag te vereenvoudigen, wanneer deze beperkt is tot een aanpassing aan de levensduurte over een te bepalen periode.

De Federale Regering en de Gemeenschappen/Gewesten verbinden zich er toe om elkaar op de hoogte te houden van de evolutie van alle maatregelen die genomen werden, binnen de werkgroep, in het kader van het IMC Volksgezondheid.

Dit aanhangsel treedt in werking op de dag van de ondertekening ervan.

Aldus overeengekomen te Brussel, op 13 juni 2005.

Voor de Federale Regering :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

Voor het Vernigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor Gezondheid,  
G. VANHENGEL

Voor het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET